

Unité départementale du Bas-Rhin
Équipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n° 24
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 15 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



Les Sablières de la Meurthe

Auf den Ohljoeckel
ZERC2
67810 HOLTZHEIM

Références : 0006700075/JB/CE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2022 dans l'établissement Les Sablières de la Meurthe implanté Auf den Ohljoeckel - ZERC2 - 67810 HOLTZHEIM. L'inspection a été annoncée le 07/03/2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Les Sablières de la Meurthe
- Auf den Ohljoeckel - ZERC2 - 67810 HOLTZHEIM
- Code AIOT dans GUN : 0006700075
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrière en eau d'alluvions rhénanes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'exploitation et coupes associées
- Distances de sécurité
- Extraction
- Remblayage
- Contrôle de la situation acoustique
- Surveillance des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la Préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- «sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Contenu et mise à jour du plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, articles 17 et 18	/	Lettre de suite préfectorale
Remblayage	Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 16	/	Mise en demeure, respect de prescription
Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 28.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Risque aviaire	Arrêté Préfectoral du 06/12/2012, article 32	/	Lettre de suite préfectorale
Déchets - Traverses de chemin de fer	Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 25	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Distances de sécurité	Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 12	/	Sans objet
Extraction	Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 15	/	Sans objet
Contrôle de la situation acoustique	Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 26.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité d'ordre documentaire a été relevée en l'absence de production des profils bathymétriques et considérant que le plan d'exploitation n'est pas complet. L'interprétation du plan d'exploitation n'est pas remise en cause, mais l'absence de profils est plus préjudiciable au suivi de l'exploitation dans la mesure où ils permettent notamment de vérifier le respect des pentes théoriques des talus garantissant la stabilité des berges. Considérant que l'exploitant dispose des éléments pour produire les profils d'exploitation (cotes disponibles, notamment sur le plan d'exploitation d'avril 2022), il n'est pas proposé de suites administratives dans l'immédiat. La transmission du plan complété et des profils est attendue sous un délai de 2 mois.

L'absence de contrôle de la qualité des eaux souterraines en aval des installations depuis au moins 3 campagnes d'analyses est également une situation non-conforme, préjudiciable à l'interprétation des données et à la mise en place d'éventuelles mesures correctives en cas d'anomalies. En application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la réalisation d'un contrôle de la qualité des eaux souterraines en amont et en aval de son installation.

Il est également proposé de mettre en demeure l'exploitant de tenir un carroyage permettant d'archiver les données précisant notamment les secteurs dans lesquels chaque lot de déchets est déposé. Actuellement, l'absence de ce plan est préjudiciable à la mise en place d'éventuelles mesures correctives en cas de problèmes rencontrés en lien avec le remblayage effectué.

L'Inspection a également fait l'objet de quelques observations qui ne nécessitent pas de suites administratives, mais pour lesquelles il est attendu que l'exploitant transmette des éléments de réponse dans les délais fixés dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contenu et mise à jour du plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 17 et 18
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 17 : Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000e, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les dates des levés,• le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,• les bords de la fouille,• les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,• les courbes de niveau équidistantes, tous les 10 m d'altitude ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,• les courbes bathymétriques sur l'ensemble du plan d'eau équidistantes, tous les 10 m de profondeur,• la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques,• l'emplacement exact du bornage,• la position des dispositifs de clôture,• l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,• les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,• l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état,• les voies d'accès et chemins menant à la carrière,• les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière. Article 18 : Le plan est mis à jour suivant les éléments visés à l'article 17, au moins une fois par an par une personne ou un organisme compétent, à l'exception des courbes bathymétriques, qui sont mises à jour au moins tous les deux ans.
Constats : Le plan d'exploitation est mis à jour à fréquence annuelle. L'exploitant a présenté le plan d'exploitation d'avril 2022 au 1/1000e établi par le cabinet de géomètres-experts Graff-Kiehl. Le plan ne présente pas tous les éléments prévus et notamment : <ul style="list-style-type: none">- la date précise des levés,- les abords de l'exploitation dans un rayon de 50 m,- l'emplacement des bornes,- la position des dispositifs de clôture,- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte,- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,- l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles en eau, celles remblayées et celles remises en état,- les voies d'accès et chemins menant à la carrière,- l'emplacement des piézomètres. En outre, l'exploitant ne dispose pas des coupes bathymétriques dans les zones d'exploitation prévues à l'article 17 de l'arrêté du 06/12/2002 et dont les pentes sont définies à l'article 15 (exploitation en eau).
Observations : Le plan d'exploitation est un élément indispensable au suivi de l'exploitation. Le respect des prescriptions relatives au contenu de ce plan constitue un socle minimal. Bien que les

éléments manquants ne remettent pas en cause son interprétation, il n'est pas conforme à la prescription précitée et nécessite d'être complété.

L'absence de profils est plus préjudiciable au suivi de l'exploitation dans la mesure où ils permettent notamment de vérifier le respect des pentes théoriques des talus garantissant la stabilité des berges.

S'agissant d'une non-conformité d'ordre documentaire et considérant que l'exploitant dispose des éléments pour produire les courbes bathymétriques (cotes disponibles), il n'est pas proposé de suite administrative dans l'immédiat. Il convient que l'exploitant transmette un plan complété avec l'ensemble des informations nécessaires et des coupes dans un délai de deux mois. La légende du plan sera à compléter en conséquence.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Distances de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 12

Thème(s) : Autre, Distances de sécurité

Prescription contrôlée :

Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 3, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Le long de l'emprise des deux pipelines de la Société du Pipeline Sud-Européen (SPSE), la distance limite de sécurité est portée à 15 m.

Le long de l'emprise de la RD 392, la distance de sécurité est portée à 25 m.

Constats : Les constats effectués sur ce point de contrôle sur le plan d'exploitation d'avril 2022 n'appellent pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 15

Thème(s) : Autre, Extraction

Prescription contrôlée :

• Exploitation à sec (zone I)

L'exploitation a lieu exclusivement à sec au maximum jusqu'à 6 m de profondeur par rapport au terrain naturel.

Le fond de fouille se situe à au moins 0,5 m au-dessus de la cote des hautes eaux décennales.

[...]

• Exploitation en eau (zone II)

L'exploitation se fait, par couloir de dragage, à l'intérieur du périmètre maximal d'évolution de l'engin d'extraction, de façon à ce que les talus prévus pour la remise en état du site soient obtenus directement par excavation et non par remblayage.

Ces talus sont réalisés au fur et à mesure de l'exploitation selon les pentes suivantes, déterminées par l'étude de stabilité réalisée par la société SIMECSOL du 03/05/2001 (n° affaire : 718 00 001, indice A).

- 20,5° en face de la RD 392,

- 20° pour les berges situées en face du pipeline,

- 22,5° pour les autres berges.

La profondeur d'exploitation est limitée à un maximum de 65 m.

Constats :

Exploitation à sec (zone I) :

Le dossier de demande d'autorisation précise que le niveau naturel des terrains est à 147 m NGF en

moyenne. Au regard du plan d'exploitation d'avril 2022, la profondeur d'exploitation au droit de l'exploitation à sec est respectée.

La cote des plus hautes décennales n'est pas connue de l'exploitant. Il convient de la définir en se basant sur les relevés piézométriques effectués en amont et en aval du plan d'eau.

Le dossier de demande d'autorisation précise qu'au droit du site, le toit de la nappe se situe à une profondeur d'environ 6 à 7 m sous le niveau naturel des terrains (profondeur variable selon l'époque de l'année et la pluviométrie). Au regard du niveau naturel des terrains et du plan d'exploitation d'avril 2022, le fond de fouille se situe à au moins 0,5 m au dessus de la profondeur du toit de la nappe présentée dans le dossier. Il conviendra de le confirmer sur la base de la cote des plus hautes eaux décennales à définir.

Exploitation en eau (zone II) :

Au regard du plan d'exploitation d'avril 2022, la profondeur d'exploitation au droit de l'exploitation à sec est respectée (35 mètres environ au maximum).

Observations :

Les pentes prescrites seront à respecter pour atteindre les 65 m de profondeur autorisés.

La conformité des pentes actuelles sera à apprécier sur les courbes bathymétriques à réaliser et à transmettre sous un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 16

Thème(s) : Autre, Remblayage

Prescription contrôlée :

Remblayage autorisé (zone I)

Les seuls matériaux autorisés pour le remblayage sont des matériaux inertes issus de chantiers de terrassement.

Le remblayage de la carrière (zone I) s'effectue à 35 m minimum de l'axe de la RD 392. Il ne devra pas empiéter sur la bande de protection du pipeline et ne devra pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les apports de matériaux extérieurs au site sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

L'exploitant dispose d'un document définissant les matériaux acceptés sur le site et prescrivant la procédure de traçabilité appliquée à ceux-ci.

Un registre de refus répertorie tout chargement non conforme et tout autre événement.

Les matériaux extérieurs du site, seront bennés sur une aire de réception qui permettra de contrôler visuellement la nature des matériaux.

La zone I sera totalement remblayée jusqu'au niveau des terrains naturels.

La bande de protection sud de 25 m le long de la RD 392 sera réaménagée dans un délai de 2 ans.

La crapaudière sera laissée en l'état.

Constats : L'exploitant dispose des documents suivants :

- une procédure d'acceptation des déchets inertes qui définit la liste des matériaux admissibles

(codes déchets précisés) et ceux refusés, la procédure d'accueil et la traçabilité des matériaux accueillis ;
- un registre d'admission.

Le registre d'admission présenté montre que seuls des terres et cailloux (code déchet 17 05 04) ont été acceptés de janvier 2021 à mars 2022 (environ 30 500 tonnes).

Actuellement, le remblaiement est effectué sur la partie sud de la zone I. Il n'est toutefois pas tenu de plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

L'Inspection rappelle qu'un carroyage est nécessaire afin de rassembler et d'archiver les données précisant notamment les secteurs dans lesquels chaque lot de déchets est déposé. L'absence de ce plan est préjudiciable à la mise en place d'éventuelles mesures correctives en cas de problèmes rencontrés en lien avec le remblayage effectué. Il s'agit d'une situation non conforme pour laquelle des suites administratives sont proposées.

La procédure d'acceptation préalable des déchets permet à l'exploitant de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour l'acceptation des matériaux. Les certificats d'acceptation préalable remplis et signés ont une durée de validité d'un an. Un examen par échantillon de certains documents préalables a été effectué en séance et n'appelle pas de remarque.

L'exploitant s'assure de la provenance et de la qualité des matériaux réceptionnés. Tout chargement fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par le responsable de carrière avant déchargement, qui réalise ensuite un contrôle visuel des matériaux afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. Une zone de contrôle est aménagée à cet effet.

En cas d'admission des matériaux, un accusé d'acceptation est délivré au producteur des déchets.

La crapaudière est présente.

Observations : Le registre d'admission présenté indique que les matériaux relevant du code déchet 17 01 07 (mélanges de démolition) sont admissibles sur l'installation. Cette information ne figure pas sur la procédure d'acceptation des déchets inertes présentée. Il convient de vérifier cette information et de s'assurer de la cohérence des informations présentées sur les différents documents.

L'Inspection rappelle que le registre tenu par l'exploitant doit également permettre de recenser les chargements non conformes refusés. La procédure d'acceptation des déchets inertes le prévoit. Le registre n'en mentionne pas entre janvier 2021 et mars 2022. L'exploitant indique qu'il lui est déjà arrivé d'en refuser par le passé. Si la situation se présente à nouveau, il conviendra de le mentionner sur le registre.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Contrôle de la situation acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 26.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Un contrôle de la situation acoustique est effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite tous les 5 ans par un organisme ou une personne qualifiés.

Constats : Un contrôle a été réalisé le 18/06/2019 (rapport correspondant du 07/10/2019).

Les résultats mettent en évidence la conformité des valeurs en limite de site et des émergences mesurées. Ils n'appellent pas d'observations.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 28.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose de deux piézomètres sur le site :

- 1 piézomètre amont n° 531
- 1 piézomètre aval n° 532 .

Un contrôle de la qualité des eaux sera réalisé dans les deux piézomètres et le plan d'eau selon les modalités suivantes :

- à la fréquence d'une fois par an : une analyse physico-chimique complète de type C3 de la santé publique, avec recherche des éléments traces minéraux (analyses de type C4a, C4b et C4c), et une analyse bactériologique complète de type B3,
- à la fréquence d'une fois par semestre : une analyse physico-chimique complète de type C4a avec recherche des hydrocarbures polycycliques aromatiques, hydrocarbures totaux et BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylène).

Le niveau piézométrique des points de contrôle est relevé.

Les prélèvements devront être faits suivant les règles de l'art et les analyses seront effectuées par un laboratoire agréé.

Constats : L'exploitant a présenté les rapports des campagnes d'analyses semestrielles du 03/02/2021 (rapport du 12/02/2021) et du 21/07/2021 (rapport du 10/09/2021) réalisées par le bureau d'études EnvirEauSol (eaux souterraines et eaux superficielles du plan d'eau).

Les résultats d'analyses sont commentés.

Les rapports indiquent que compte-tenu de l'absence de l'ouvrage PZ532 et conformément à la demande du client, les campagnes de prélèvement des eaux souterraines de février 2021 et de juillet 2021 ont été réalisées sur les piézomètres :

- n°531 (amont hydraulique) ;
- n°717 (latéral hydraulique), afin d'avoir un point de surveillance supplémentaire.

Compte-tenu de l'absence de données sur le piézomètre PZ532 (aval) lors de ces campagnes, le bureau d'études EnvirEauSol a préconisé dans les rapports :

- de restaurer l'accès au piézomètre PZ532 par le défrichage de la végétation préalablement à la prochaine campagne ;
- en cas de détérioration de l'ouvrage, de le remplacer par un autre piézomètre en position aval hydraulique du site.

(déjà préconisé dans le rapport de juillet 2020)

L'Inspection rappelle que le respect du réseau de surveillance prescrit est primordial et que toute absence de contrôle sur un des ouvrages est préjudiciable à l'interprétation des données et à la mise en place d'éventuelles mesures correctives en cas d'anomalies.

L'absence d'analyses à l'aval des installations depuis au moins 3 campagnes d'analyses est une situation non conforme pour laquelle des suites administratives sont proposées.

Le jour du contrôle, l'exploitant n'était pas en mesure de préciser l'emplacement et l'état du piézomètre PZ532. Par courriel du 03/06/2022 et après recherche, l'exploitant a indiqué que l'ouvrage a été détruit.

Si l'exploitant envisage la mise en place d'un nouvel ouvrage pour réaliser les futures analyses, il conviendra que l'exploitant justifie de la pertinence de ses caractéristiques par rapport aux substances recherchées et aux caractéristiques hydrogéologiques au droit du site, et de son emplacement.

La société voisine exploitée par EQIOM en aval hydraulique de l'installation dispose d'ouvrages piézométriques. Si l'exploitant envisage d'en utiliser un pour la réalisation de ses analyses à l'aval de son installation, il conviendra qu'il en justifie la pertinence.

<p>Le niveau piézométrique a été relevé au droit des ouvrages n°531 et n°717 lors de ces 2 campagnes.</p> <p>La campagne de prélèvements de février 2021 a mis en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un régime hydraulique de la nappe en période de hautes eaux ; - l'absence de dépassement des valeurs de référence retenues dans les piézomètres n°531 et n°717 pour les paramètres analysés ; - pour les eaux superficielles, l'absence de dépassement des valeurs de référence retenues pour les paramètres analysés. <p>La campagne de prélèvements de juillet 2021 a mis en évidence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un régime hydraulique de la nappe en période de basses eaux ; - des dépassements des valeurs de référence «eaux potables» concernant : - deux paramètres bactériologiques au droit du piézomètre PZ531 (amont) ; - la turbidité et un paramètre bactériologique au droit du piézomètre PZ717 (latéral) ; <p><i>(déjà observé lors de la campagne de juillet 2020)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les eaux superficielles, des dépassements des valeurs de référence «eaux potables» pour la turbidité, les microorganismes revivifiables à 36°C et les Spores d'anaérobie sulfito-réducteurs. <p>L'origine de ces dépassements semble être localisée à l'amont de l'installation. Il conviendra de le vérifier sur la base des prochains résultats d'analyses à l'aval de l'installation et d'informer l'Inspection en cas de dérive significative.</p> <p>Observations : Il convient que l'exploitant transmette à l'Inspection, dans un délai de deux mois, les éléments justifiant du comblement de l'ouvrage détruit PZ532 conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 11/09/2003 (fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration) et le rapport associé.</p> <p>Le cadre de surveillance sur GIDAF est existant et en permet la saisie. Il conviendra de déclarer les résultats des prochaines campagnes de surveillance sur GIDAF (connexion par Mon AIOT).</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>

Nom du point de contrôle : Risque aviaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2012, article 32
Thème(s) : Autre, Risque aviaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant mettra en œuvre les méthodes permettant de limiter sur le site la présence d'oiseaux dangereux pour la navigation aérienne :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan d'eau final ne comportera aucun perchoir (pontons, arbres morts...) pour les hérons, les cigognes ou les cormorans ; <p>[...]</p>
<p>Constats : Sur le chemin menant à la sortie de la carrière, l'Inspection a constaté la présence de traverses de chemin de fer à proximité du plan d'eau situé au sud de la carrière.</p> <p>L'exploitant a mentionné que ces traverses ont été amenées sur le site par des pêcheurs pour l'aménagement de pontons.</p>
<p>Observations : L'exploitant expose que la présence de traverses est en lien avec l'aménagement de pontons sur ce plan d'eau par des pêcheurs. L'Inspection ne peut toutefois se prononcer sur la présence actuelle de pontons sur les plans d'eau de la carrière (les traverses ayant été vu en sortant de la carrière après l'inspection, ce point n'a pas fait l'objet d'un contrôle). Il est donc demandé à l'exploitant d'informer l'Inspection de la situation. Si des pontons sont présents sur la carrière, il conviendra de procéder à leur démantèlement et retrait sous un délai d'un mois.</p> <p>La présence de pêcheurs sur l'installation n'a pas été constaté par l'Inspection lors du contrôle.</p> <p>L'Inspection rappelle que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'article 11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06/12/2002 fixe les conditions d'accès à la

carrière durant les heures d'activité (accès contrôlé) et en dehors des heures ouvrées (accès interdit) ;

- l'activité de pêche n'est pas autorisée dans le périmètre de la carrière.

Il convient que l'exploitant apporte des précisions sur cette éventuelle activité de pêche sur la carrière et prend, le cas échéant, les mesures nécessaires au respect des prescriptions en vigueur sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Déchets - Traverses de chemin de fer

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2002, article 25

Thème(s) : Autre, Déchets

Prescription contrôlée :

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement [...] doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet [...]. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Constats : Des traces de brûlage sont observées à proximité du plan d'eau situé au sud de la carrière (résultant vraisemblablement de barbecues) et certaines des traverses de chemin de fer présentent des traces de feu.

L'Inspection ne propose pas de suites administratives à ce stade. Il convient toutefois que l'exploitant procède au retrait des traverses de chemin de fer dans un délai d'un mois. Il est rappelé que toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite sur l'installation. Les justificatifs du retrait de ces éléments seront à transmettre dès réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale